

# Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

**Fédération Départementale des Chasseurs  
Des Hautes-Pyrénées**

18, Boulevard du 8 Mai 1945  
65300 Tarbes

**Exercice clos le 30 juin 2024**

**Bonnefoy & Associés**

SAS de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Compagnie régionale  
de Toulouse  
RCS Toulouse 798 286 498  
1 Rond-point de Flotis  
31240 Saint Jean - France

# Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Fédération Départementale des Chasseurs des Hautes-Pyrénées

Exercice clos le 30 juin 2024

Aux membres de la Fédération

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération Départementale des Chasseurs des Hautes-Pyrénées relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- Les participations reçues et à recevoir, au titre de l'exercice, auprès des financeurs. Nous nous sommes assurés de leur réalité, notamment par rapprochement avec les notifications émises.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint Jean, le 24 mars 2025

Le Commissaire aux Comptes

**BONNEFOY & ASSOCIES**

Associé

# COMPTES ANNUELS

*EXERCICE*

01/07/2023

30/06/2024



5, Cours Gambetta  
65000 TARBES  
1, Allée Fernand De Cardaillac  
65200 BAGNÈRES DE BIGORRE  
6, Rue des Isards  
65170 SAINT-LARY SOULAN



TEL : 05 62 51 24 51  
Fax : 05 62 93 96 95



fid@fid-expert.com



fid-expert.com

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		30/06/2024			30/06/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	31 003	30 785	218	518
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	54 794	3 013	51 781	51 781
	Constructions	980 749	730 581	250 168	271 651
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	202 789	184 632	18 157	18 316
	Autres immobilisations corporelles	243 141	198 658	44 482	32 683
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	11 334		11 334	11 142
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	500		500	500
<b>TOTAL (I)</b>		<b>1 524 310</b>	<b>1 147 670</b>	<b>376 640</b>	<b>386 591</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	8 217		8 217	8 072
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	5 625		5 625	5 000
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	24 440		24 440	289 170
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	230 677		230 677	204 467
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	921 170		921 170	950 447
	<b>DISPONIBILITES</b>	1 736 355		1 736 355	1 668 532
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	32 475		32 475	29 831
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>2 958 960</b>		<b>2 958 960</b>	<b>3 155 519</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>		<b>4 483 270</b>	<b>1 147 670</b>	<b>3 335 601</b>	<b>3 542 110</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				500	500
(3) dont à plus d'un an					



# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		30/06/2024	30/06/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	2 533 864	2 590 603
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>162 032</b>	<b>(56 739)</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>2 695 896</b>	<b>2 533 864</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	11 937	16 845
	Provisions réglementées		
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>2 707 833</b>	<b>2 550 709</b>
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	46 088	55 477
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	<b>46 088</b>	<b>55 477</b>
Provisions	Provisions pour risques	95 826	91 836
	Provisions pour charges	233 407	217 665
	<b>Total des provisions</b>	<b>329 233</b>	<b>309 502</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	34 944	74 494
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 515	
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56 644	101 895
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	136 138	135 907
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8 565
	Autres dettes	21 206	28 371
	Produits constatés d'avance		277 190
	<b>Total des dettes</b>	<b>252 447</b>	<b>626 422</b>
	Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>3 335 601</b>	<b>3 542 110</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		162 031,96	(56 738,53)
(1) Dont à moins d'un an		248 932	626 422
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		4 773	

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

30/06/2024

30/06/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	683 514	685 151
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	16 109	15 154
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	281 015	251 683
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	473 771	389 837
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	35 515	36 305
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	112 244	45 505
	Utilisations des fonds dédiés	55 477	83 254
	Autres produits	112	1
Total des produits d'exploitation		1 657 757	1 506 889
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	35 770	30 909
	Variation de stock	(145)	(1 186)
	Achats de matières et autres approvisionnements	229 699	318 508
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	312 484	289 045
	Aides financières	26 180	24 538
	Impôts, taxes et versements assimilés	37 954	36 111
	Salaires et traitements	439 568	447 148
	Charges sociales	194 445	202 807
	Dotation aux amortissements et dépréciations	33 803	30 151
	Dotation aux provisions	111 567	102 384
	Reports en fonds dédiés	46 088	55 477
	Autres charges	81 679	83 447
	Total des charges d'exploitation	1 549 093	1 619 337
RESULTAT D'EXPLOITATION		108 664	(112 448)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		30/06/2024	30/06/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		108 664	(112 448)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	64 415	70 425
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	29 775	25 315
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		94 190	95 739
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		29 775
	Intérêts et charges assimilées	998	1 758
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	38 548	
Total des charges financières		39 547	31 533
RESULTAT FINANCIER		54 643	64 206
RESULTAT COURANT avant impôts		163 307	(48 242)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		1 623
	Sur opérations en capital	4 940	3 764
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		4 940	5 387
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	250	2 823
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		250	2 823
RESULTAT EXCEPTIONNEL		4 690	2 563
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		5 965	11 060
TOTAL DES PRODUITS		1 756 886	1 608 015
TOTAL DES CHARGES		1 594 854	1 664 753
EXCEDENT ou DEFICIT		162 032	(56 739)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	31 003					31 003
	TO TAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31 003					31 003
CORPORELLES	Terrains	54 794					54 794
	Constructions sur sol propre	898 973					898 973
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	81 018		758			81 776
	Instal technique, matériel outillage industriels	198 109		4 680			202 789
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	144 202					144 202
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	80 717		18 222			98 939
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 457 813		23 660			1 481 473
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A EIRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	11 142		192			11 334
	Prêts et autres immobilisations financières	500					500
	TO TAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 642		192			11 834
TOTAL		1 500 457		23 852			1 524 310

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	30 485	300		30 785
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30 485	300		30 785
CORPORELLES	Terrains	3 013			3 013
	Constructions sur sol propre	640 923	17 249		658 173
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	67 416	4 992		72 408
	Instal technique, matériel outillage industriels	179 793	4 839		184 632
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	117 066	1 390		118 456
	Matériel de bureau, mobilier	75 169	5 033		80 202
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 083 382	33 503		1 116 884
TOTAL		1 113 867	33 803		1 147 670

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/06/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	91 836	95 826	91 836	95 826
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	217 665	15 741		233 407
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	309 502	111 567	91 836	329 233
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	29 775		29 775	
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	29 775		29 775	
TOTAL GENERAL		339 276	111 567	121 611	329 233
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			111 567	91 836 29 775	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		30/06/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	500	500	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	24 440	24 440	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	537	537	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	128 336	128 336	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	101 805	101 805	
	Charges constatées d'avance	32 475	32 475	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>288 093</b>	<b>288 093</b>	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		30/06/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	4 773	4 773		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	30 171	30 171		
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	56 644	56 644		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	55 167	55 167		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	61 517	61 517		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	19 454	19 454		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	21 206	21 206		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>248 932</b>	<b>248 932</b>		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice	842			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	45 164			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 30/06/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 30/06/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves	2 590 603	391 218		447 957	2 533 864
Autres réserves					
Report à nouveau		(447 957)	447 957		
Excédent ou déficit de l'exercice	(56 739)	56 739	162 032		162 032
Situation nette	2 533 864		609 989	447 957	2 695 896
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	16 845		6 941	11 849	11 937
Provisions réglementées					
TOTAL	2 550 709		616 930	459 806	2 707 833



## Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

### \*INFORMATIONS GENERALES\*

#### Présentation de l'association

La Fédération Départementale des Chasseurs (FDC) des Hautes Pyrénées fédère leurs adhérents chasseurs du département :

- Elle peut leur apporter une aide au plan technique et coordonnent leurs efforts en vue de faciliter et d'améliorer la pratique de la chasse dans le département.
- Elle assure la promotion et la défense de la chasse dans le département.
- Elle peut se porter partie civile devant les tribunaux pour certaines infractions relatives à l'exercice de la chasse et à la protection de l'environnement dans le département.

Les Fédérations Départementales *mettent en valeur le patrimoine cynégétique départemental* et conduisent des actions concourant directement à la protection de la biodiversité ou apportent un soutien financier à leur réalisation :

- Elles *réalisent et subventionnent des aménagements* destinés à mettre en valeur ou à restaurer des paysages (ex : plantation d'arbres, restauration de mares, réhabilitation d'espaces incendiés, réalisation d'inventaires floristiques ou faunistiques, participation à des programmes de compensation écologique, etc.),
- Elles *collaborent* avec le monde agricole et forestier à la sauvegarde et à la création d'habitats favorables à la faune sauvage (ex : jachères faune sauvage, jachères fleuries, aménagements pour favoriser l'habitat de certaines espèces, etc.),
- Elles *réalisent des études scientifiques* sur des espèces endémiques d'un territoire ou d'un département afin de déterminer si ces espèces sont stables, menacées ou exigent une régulation (ex : mise en place d'outils de gestion des populations animales).

*Elles élaborent le schéma départemental de gestion cynégétique.* Toutes les FDC rédigent tous les 6 ans – en concertation notamment avec la chambre d'agriculture, les représentants de la propriété privée rurale et les représentants des intérêts forestiers – un document de cadrage et de concertation : le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique (SDGC) validé par le Préfet. Il contient les engagements de la Fédération concernant la gestion des espèces chassables, la gestion des milieux, l'amélioration de la pratique de la chasse, la sécurité des chasseurs comme des non-chasseurs dans le respect des pratiques agricoles et forestières. Il intègre le plan de chasse.

*Préparation à l'examen du permis de chasser et contribution à sa validation.* L'examen du permis de chasser est précédé de formations pratiques et théoriques obligatoires organisées par les FDC qui apportent leur concours à l'organisation de l'examen : inscription et préparation des candidats. L'examen se déroule sous l'égide de l'Office Français de la Biodiversité. Elles assurent aussi la délivrance de la validation du permis de chasser, c'est-à-dire le paiement d'une cotisation d'adhésion à la FDC et d'une redevance pour chasser durant une saison.

## Annexe libre 2

Etat exprimé en **euros**

Elles *coordonnent la cohésion des actions des associations Communales et Intercommunales de Chasse Agréées et prennent des décisions relatives à leur agrément, leur territoire ainsi qu'en matière de sanctions disciplinaires*. Le regroupement des territoires est un impératif de gestion durable de la faune sauvage et de ses habitats. C'est pourquoi à l'échelon communal les FDC rassemblent des territoires au sein d'associations (associations communales, associations privées, ACCA.) Les ACCA, associations Loi 1901, ont pour but d'assurer une bonne organisation technique de la chasse en mettant en place une politique cynégétique. Leur constitution est soumise à agrément du Préfet.

Elles *mettent en œuvre les plans de chasse*. Le plan de chasse détermine le nombre minimum et maximum d'animaux à prélever sur les territoires de chasse. Il tend à assurer le développement durable des populations de gibier et à préserver leurs habitats.

Elles *font de la prévention et indemnisent les dégâts de grand gibier*. Les FDC mènent des actions de prévention des dégâts de grand gibier aux cultures, notamment par la définition de plans de gestion des populations de gibier, la pose de clôtures, l'agrainage dissuasif et l'implantation de jachères et de cultures à gibier. Elles assurent l'indemnisation des dégâts de grand gibier : constats des dégâts commis par le grand gibier aux cultures, évaluation de la demande d'indemnisation et proposition d'indemnisation.

Par ailleurs, depuis la réforme de la chasse insaturée par la loi 2019-773 du 24 juillet 2019, la fédération départementale a vu son périmètre d'actions s'étendre avec les principales évolutions suivantes :

- La gestion d'actions contribuant au maintien ou à l'évolution de la biodiversité financée dans le cadre d'une éco contribution. Cette nouvelle activité est isolée dans une section analytique spécifique jointe aux présents comptes annuels.
- Elle a par ailleurs désormais un rôle important dans la gestion des plans de chasse au niveau départemental ainsi qu'au niveau de la gestion des associations communales et intercommunales de chasse agréées.
- Elle a désormais la charge d'organiser des formations de sécurité obligatoires pour ses adhérents.

## Annexe libre 2

Etat exprimé en **euros**

### \*REGLES ET METHODES COMPTABLES\*

#### Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 30 juin 2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur :

- Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif complété par le règlement ANC n°2020-08 du 4 décembre 2020,
- Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et recueil des normes comptables françaises publié par l'ANC (version en vigueur au 1er janvier 2021).

### \*TABLEAU DE DETAIL DES COTISATIONS ET SUBVENTIONS\*

#### **Cotisations et subventions obtenues**

	2022/2023	2023/2024
Cotisations - Adhésions Permis	742 548	739 725
Plan de chasse	218 770	239 690
<b>Sous Total Cotisations</b>	<b>961 318</b>	<b>979 415</b>
Plan de résilience / de relance	74 720	147 354
Flux financier de la réforme (FNC)	120 562	120 562
Subvention Convention de financement Eco-Contribution (FNC)	36 305	35 515
Projets éco-contribution Subventions	189 168	157 129
Conventions - Autres Subventions	63 461	80 855
<b>Sous Total Subventions</b>	<b>484 216</b>	<b>541 415</b>
<b>Total</b>	<b>1 445 533</b>	<b>1 520 830</b>

### \*CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE\*

Ces contributions ne sont pas chiffrées du fait de leur non-matérialité.

## Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Cf.état Fonds dédiés	55 477	55 477	46 088	46 088
<b>TOTAL</b>	<b>55 477</b>	<b>55 477</b>	<b>46 088</b>	<b>46 088</b>

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
<b>TOTAL</b>				

Fonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
HAPYGALA	41 211	41 211		
HIRONDELLES	1 364	1 364		
OC'COTURNIX	8 871	8 871		
BIODIVIN	4 030	4 030		
HIRONDELLES 2			4 828	4 828
HAPYGALA III			41 259	41 259
Totalisation	55 477	55 477	46 088	46 088